

Nouveau projet Cooperl : des espoirs et des doutes

Le projet porté par Cooperl Arc Atlantique s'est invité à la session du Conseil régional de Bretagne, ce vendredi, à Rennes.

Philippe Créhange

● De l'espoir et des questions. L'annonce des dirigeants de Cooperl Arc Atlantique, il y a une semaine à Rennes, de leur projet de reprise de l'ancien site Gad à Lampaul-Guimiliau (29), suscite depuis des réactions contrastées. Entre joie d'une renaissance pour un territoire traumatisé par la fermeture d'une usine et la suppression des quelque 900 emplois, il y a maintenant huit ans, et crainte d'un bouleversement et d'une fragilisation de toute une filière. C'était l'atmosphère de ce vendredi 9 avril, à l'ouverture de la session du conseil régional de Bretagne, à Rennes.

Le président du Conseil régional de Bretagne, Loïg Chesnais-Girard, salue d'abord la « bonne nouvelle ». Rappelons que Cooperl prévoit, en effet, de créer, dans un premier temps, 50 emplois autour d'une activité congélation et promet, à plus long terme, 500 emplois avec un abattoir. « Cette lumière génère beaucoup d'enthousiasme et d'espoir, mais aussi beaucoup de questions et d'angoisse », tempère toutefois le patron de l'exécutif régional. Et d'insister sur la « décarbonation de cette usine future, l'une des conditions de l'avenir de l'industrie ». Un message clair adressé aux dirigeants de Cooperl : un projet industriel oui, mais pas sans engagement environnemental fort.

Garanties environnementales

Dans l'hémicycle, Olivier Le Bras opine du chef. L'ancien syndicaliste de Gad, devenu, en 2015, conseiller régional socialiste, était en pre-



L'annonce des dirigeants de Cooperl Arc Atlantique, il y a une semaine à Rennes, de leur projet de reprise de l'ancien site Gad à Lampaul-Guimiliau, suscite depuis des réactions contrastées. Archive Télégramme/Claude Prigent

mière ligne lorsque ce gâchis industriel s'est fait jour deux ans plus tôt. « L'espoir renaît et j'ai une pensée très émue pour mes anciens collègues », confie le Finistérien. Tout en prenant néanmoins, lui aussi, quelques précautions. « Bien sûr il peut y avoir des oppositions et nous veillerons à ce que ce projet s'inscrive dans la Breizhcop et dans la stratégie de bien-manger. »

Un optimisme mesuré, donc, de la majorité, partagé par l'opposition. Le conseiller régional centriste Bernard Marboeuf, chef de file du groupe Bretagne Unie, résume la pensée de plusieurs élus. « Il y a une petite musique qui dit que ce serait

un déplacement de l'activité de Lamballe (un abattoir de Cooperl, NDLR). On parle aussi de 200 élevages nouveaux. Si tout cela est vrai, quelles garanties environnementales ? » s'interroge l'élu breton.

Le précédent Synutra

Interrogé par Le Télégramme, un industriel de l'agroalimentaire confirme : « Pour créer un outil comme celui que veut créer Cooperl, il faudrait 200 porcheries, et de bonne taille. » Avant de faire part de son inquiétude : comment le marché pourrait encaisser une telle hausse de la production ? Quand bien même le directeur général de la

Cooperl Emmanuel Commault croit en un potentiel à l'export d'un porc plus « vert », sans antibiotique, notamment en Chine. « Mais dans le lait, à Carhaix, il n'y avait pas aussi une demande chinoise », ironise ce patron, en référence au fiasco Synutra. Sans compter que ce chef d'entreprise s'interroge aussi sur la véritable plus-value en matière d'emploi. « 500 emplois créés là-bas, c'est 500 emplois supprimés ailleurs, parie-t-il. Je vois plus un projet d'affaiblissement de la concurrence. Au final, ce nouvel équilibre créerait plus de problèmes que de solutions », conclut-il, pessimiste.